La cartographie de la dépendance numérique : Comprendre où nous en sommes.

La cartographie de la dépendance numérique : Comprendre où nous en sommes.

 Bernard Sfez - 2026-02-02 14:58

Le patron de l'IGN, l'institut qui produit les cartes officielles de France, utilise Waze – propriété de Google – pour se déplacer... comme tout le monde. Cette anecdote fait sourire, mais elle nous met aussi mal à l'aise : elle révèle l'ampleur d'une dépendance numérique devenue totale, même auprès de ceux qui garantissent à la France sa souveraineté cartographique.

Passez en revue les événements de votre quotidien et vous aurez le tournis. Vous allumez votre ordinateur, consultez votre montre connectée, demandez à Siri ou Alexa de mettre de la musique, démarrez votre voiture, téléphonez, envoyez un email, calculez un trajet... À chaque fois, vous passez par un service, un serveur, une technologie made in USA. Du matériel (Intel, AMD, NVIDIA) aux systèmes (Windows, iOS, Android) jusqu'aux applications (Microsoft 365, Google Workspace, Zoom), la dépendance est systémique. Et vos habitudes, votre vie, vos informations, vos photos... tout ce qui passe sur le web n'est déjà plus à vous ou à votre entreprise... Comment en sommes-nous arrivés là ?

Introduction

Cet article est le premier d'une mini-série sur l'état de la souveraineté numérique et s'il est encore possible de la récupérer. En effet, lorsque nous avons assemblé tout le contenu que nous avons rassemblé pour donner un minimum de profondeur et d'exemples concrets à ce sujet crucial, nous nous sommes retrouvés avec... un pavé indigeste de plusieurs dizaines de pages. Nous avons donc décidé de découper cette réflexion en plusieurs articles complémentaires mais autonomes.Dans ce premier volet, nous établissons un constat factuel : comment en sommes-nous arrivés à cette dépendance numérique totale ? Nous cartographirons donc dans cet article les mécanismes qui ont permis cette situation. Les prochains articles approfondiront les étapes de la reprise en main et les solutions concrètes : quelles alternatives existent aujourd'hui ? Comment migrer progressivement sans paralyser son organisation ? Quels sont les pièges à éviter et les stratégies qui fonctionnent réellement ?Commençons par le commencement : comprendre où nous en sommes.

Une dépendance construite méthodiquement

La domination américaine dans le numérique n'est pas le fruit du hasard ni uniquement d'une stratégie agressive, mais d'une combinaison redoutable de facteurs historiques et économiques.

Premier pilier de la dépendance : Des investissements colossaux

Depuis les années 1970 et soutenus pendant des décennies, la Silicon Valley et le Hi-Tech ont bénéficié de financements massifs, tant publics (DARPA, NASA) que privés (capital-risque). Le modèle entrepreneurial américain "move fast and break things" privilégie la mise sur le marché immédiate plutôt que la perfection théorique, permettant de conquérir des positions dominantes pendant que d'autres réfléchissent encore.

Deuxième pilier de la dépendance : Absorber les innovations du monde entier

une capacité redoutable à __capter et __ du monde entier. Contrairement à une idée reçue, les États-Unis n'ont pas tout inventé mais ont une capacité redoutable à __séduire et à capter les travaux des chercheurs ou entrepreneur où qu'ils se trouvent. Le World Wide Web ? Créé au CERN par le Britannique Tim Berners-Lee. Les SMS et la norme GSM qui ont révolutionné la téléphonie mobile ? Conçus en Europe. DeepMind, le laboratoire d'IA derrière AlphaGo ? Fondé à Londres, puis racheté par Google. Skype ? Créé par des Estoniens et un Danois, avalé par Microsoft. WhatsApp ? Co-fondé par un Ukrainien, acquis pour 19 milliards de dollars par Facebook. Spotify ? Née en Suède, aujourd'hui cotée à Wall Street et profondément intégrée dans l'écosystème américain. Les États-Unis excellent dans l'art de transformer ces innovations étrangères en produits commerciaux dominants sous leur contrôle usant du "rêve américain" pour attirer les cerveaux : conditions de relocation extraordinaires, salaires mirobolants, rachats préventifs de startups prometteuses, déploiement à l'échelle mondiale grâce à leur puissance financière et marketing.

Troisième pilier : un verrouillage culturel et psychologique dès l'enfance

Les partenariats entre géants américains et ministères de l'Éducation font que, dès l'école primaire, les élèves européens sont formatés aux outils Google (Google Workspace for Education, Google Drive, Google Classroom) ou Microsoft (Office 365 Éducation, Teams). Ces licences "gratuites" ou à prix réduit créent une dépendance cognitive profonde et à 18 ans, un étudiant européen a passé plus de dix ans à travailler exclusivement sur des outils américains. Il connaît Word, mais pas LibreOffice. Il maîtrise Google Docs/Drive, mais pas Nextcloud. Lorsqu'il entre dans l'entreprise, il reproduit naturellement ce qu'il connaît, et l'entreprise ne lui demandera que trop rarement de faire autrement. Toute alternative est perçue avec méfiance =, une perte de temps, une lubie "d'illuminés". Le verrouillage n'est pas technique, il est culturel et pose moult questions d'éthique.

Des couches de dépendance systémique

Cette dépendance ne se limite pas à quelques applications visibles. Elle s'étend sur l'ensemble de la pile technologique, créant un enchevêtrement dont il est difficile de s'extraire.

Au niveau matériel, les processeurs Intel et AMD, tous deux américains, équipent la majorité des serveurs et postes de travail dans le monde (hors Chine qui s'essaie à ses propres CPU). Les

architectures ARM, d'origine britannique, sont passées sous contrôle financier international avec forte influence américaine : cotation à Wall Street depuis 2023, actionnaires majoritairement américains. Les cartes graphiques NVIDIA, devenues indispensables pour l'intelligence artificielle et le calcul intensif, sont américaines. Même les géants asiatiques de la fabrication de puces (TSMC à Taiwan, Samsung en Corée du Sud) dépendent des licences américaines pour les logiciels de conception (EDA : Cadence, Synopsys) et certains équipements critiques, donnant aux États-Unis un droit de veto sur qui peut produire quoi et pour qui.

Au niveau des systèmes d'exploitation, Windows (Microsoft) domine les postes de travail en entreprise avec environ 70% de parts de marché mondial. Si les serveurs tournent majoritairement sous Linux, technologie open source et internationale par nature, environ 35 à 40% des contributions au noyau Linux proviennent d'entreprises américaines (Intel, Red Hat/IBM, Google, Meta, AMD). Dans le monde mobile, iOS (Apple) et Android (Google) se partagent 99% du marché mondial, sans alternative crédible hors de Chine où HarmonyOS (Huawei) tente de s'imposer.

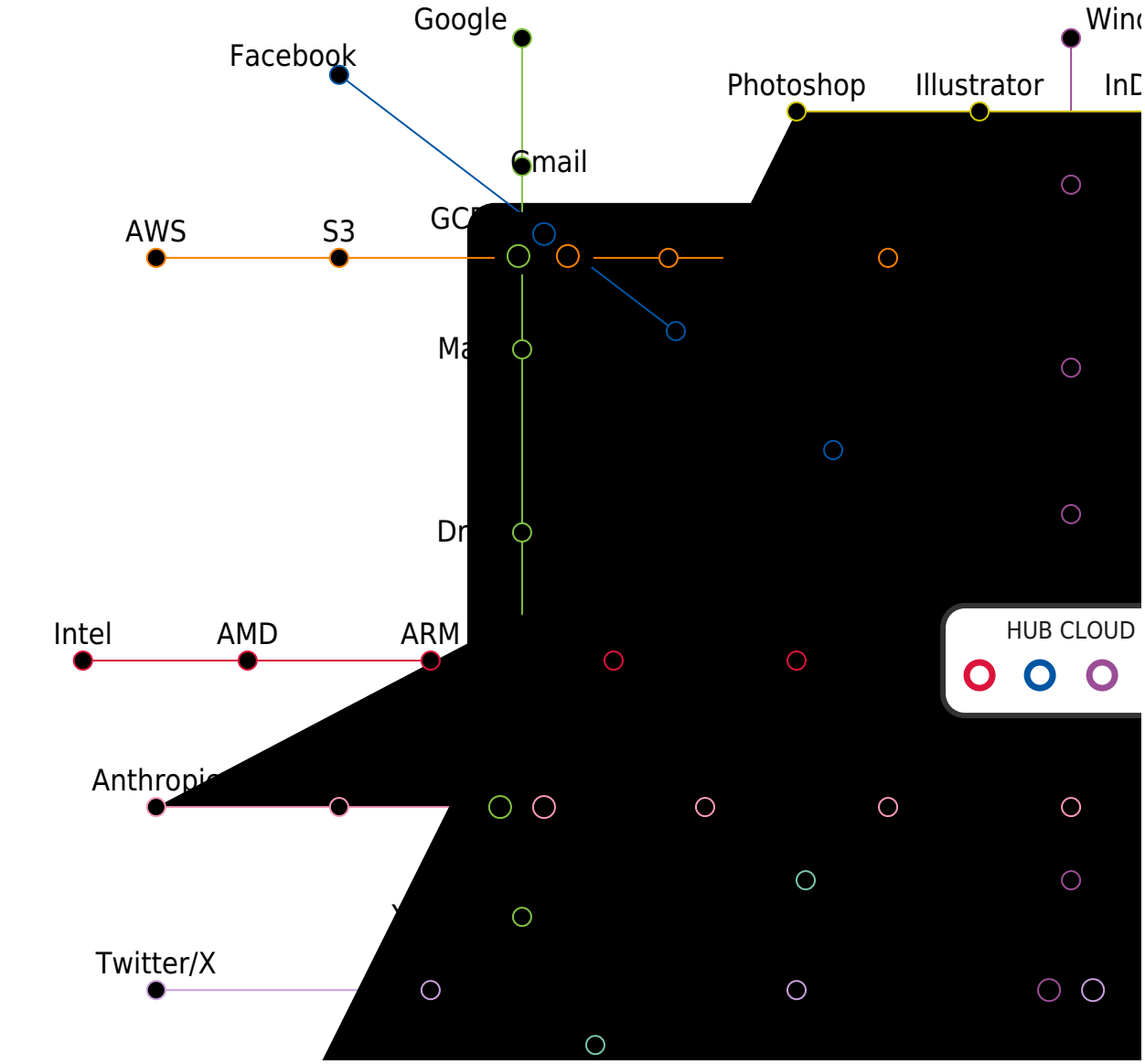
Au niveau applicatif, la domination est écrasante. Microsoft 365 équipe des dizaines de millions d'entreprises mondiales pour la bureautique et la collaboration. Google Workspace est l'alternative principale, toujours américaine. Salesforce structure les départements commerciaux, Adobe Creative Suite est incontournable pour les métiers créatifs (bien que ce front semble se fissurer ces derniers mois), Slack/Zoom/Teams organisent les communications internes : tous américains. Les bases de données (Oracle, MongoDB), les outils d'analytics (Tableau, Power BI), les plateformes de business intelligence : américains.

Les objets connectés amplifient la dépendance : voitures intelligentes avec Android Automotive (Google), applications de navigation comme Waze (startup israélienne rachetée par Google en 2013 pour 1,3 milliard de dollars, qui collecte tous vos trajets), assistants vocaux dominés par Alexa (Amazon), Siri (Apple) et Google Assistant, enceintes connectées, montres, thermostats, caméras de surveillance... Chaque objet collecte des données personnelles et professionnelles en continu, élargissant le périmètre de dépendance.

Les technologies émergentes sont déjà verrouillées : l'intelligence artificielle générative est dominée par OpenAI (ChatGPT), Google (Gemini), Anthropic (Claude) et Microsoft (Copilot). La réalité augmentée et le "spatial computing" sont menés par Apple (Vision Pro) et Meta (Quest). Les puces spécialisées pour l'IA (GPU, TPU, NPU) sont américaines (NVIDIA, AMD, Google, Apple). Non seulement nous dépendons des États-Unis pour le présent, mais les briques technologiques du futur sont déjà entre leurs mains.

<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>

Ré
Illu



Les faux espoirs de souveraineté

Face à cette dépendance, beaucoup croient se protéger avec des outils présentés comme "sécurisés" ou "souverains". C'est souvent une illusion.

Les VPN commerciaux (NordVPN, ExpressVPN, CyberGhost, Surfshark) promettent protection et anonymat, mais la quasi-totalité sont américains ou rachetés par des fonds américains. Même sincères, ils restent soumis au Cloud Act et au Patriot Act : si les autorités américaines demandent l'accès aux données, l'entreprise doit obtempérer, souvent sous secret judiciaire. Votre trafic passe par leurs serveurs, créant un point de contrôle centralisé parfait pour la surveillance.

Les contrats cloud proposent des garanties rassurantes : "Vos données sont hébergées en

Europe", "Nous respectons le RGPD". Mais un datacenter à Francfort opéré par AWS reste sous juridiction américaine. Microsoft peut promettre que vos données Office 365 ne quittent pas l'Europe, mais les clés de chiffrement et accès administrateurs restent contrôlés depuis les États-Unis. Les certifications "SecNumCloud" n'apportent de garanties que si l'opérateur est réellement européen et indépendant, pas une filiale d'un géant américain.

Même les logiciels de protection sont souvent américains : antivirus (Norton, McAfee), gestionnaires de mots de passe populaires (1Password ou LastPass pourtant piraté plusieurs fois). Les lois américaines permettent d'exiger l'accès aux données, malgré les promesses marketing.

Alors, peut-on en sortir ?

La réponse est oui, mais à condition d'agir de manière coordonnée sur plusieurs fronts.
Les solutions existent déjà. Hébergeurs européens (OVHcloud, Scaleway en France, Hetzner en Allemagne) proposent des infrastructures performantes. Les logiciels open source offrent des alternatives d'hébergement matures entre autres Linux et Virtualmin pour les systèmes, LibreOffice et OnlyOffice pour la bureautique, Syncthing ou Nextcloud pour le stockage collaboratif, Tiki Wiki pour les intranets et applications métiers sur mesure (incluant ERP/CRM/CMS), Matomo (français) pour l'analytique web, Odoo un ERP modulaire (belge) et Dolibarr principalement Gestion avec modules CRM (français). L'open source constitue un levier de souveraineté décisif : code auditable ligne par ligne, modifiable, maintenable indépendamment de tout éditeur américain.

Mais la reconquête exige un engagement coordonné.

Les États doivent investir massivement dans des infrastructures souveraines (datacenters publics, clouds nationaux) et imposer l'usage prioritaire de solutions européennes dans le service public (administrations, hôpitaux, écoles, forces de l'ordre).

Les entreprises doivent proposer des alternatives crédibles avec garanties juridiques strictes: infrastructure 100% européenne, chiffrement avec clés contrôlées par le client, refus catégorique de coopérer avec les demandes extraterritoriales américaines.

Les citoyens et organisations doivent intégrer la souveraineté numérique dans leurs critères de décision quotidiens, au même titre que la cybersécurité en combinant différents éléments pour contrôler les accès à leurs ressources.

Sortir de cette dépendance ne se fera pas en un an ou deux, ce qui peut poser un problème pour des choix budgétaire rythmés par des échéances électorales, c'est un chantier de plusieurs générations. Mais chaque jour sans action renforce le verrouillage.

Dans nos prochains articles, nous explorerons les solutions concrètes secteur par secteur et les stratégies de migration progressive pour, à votre niveau, reprendre le contrôle de votre infrastructure numérique et de vos informations.